

THEMA

REGARDS

ACCUEIL DES RÉFUGIÉS

Ça coince !

David Angel

Les structures d'accueil existantes atteignent leurs limites et, à l'approche des élections communales, les réticences sont grandissantes. Face à l'urgence, le gouvernement considère toutes les options.

François Bausch ne mâche pas ses mots. « La plupart des bourgmestres ne sont pas prêts à prendre leurs responsabilités », lâche le ministre des Infrastructures et du Développement durable. « Ils se cachent tous derrière autre chose. » Dans son viseur : surtout les bourgmestres CSV. « C'est quand même remarquable : le président du CSV dit qu'il faudrait introduire des quotas pour répartir l'accueil des réfugiés entre les communes, et en même temps on rencontre partout de la résistance de la part de bourgmestres CSV. »

L'accueil des réfugiés sacrifié sur l'autel des élections communales d'octobre 2017 ? Il faut croire. « Nous partons de l'idée que plus les élections approchent, plus il deviendra difficile de créer de nouvelles structures », constate Bausch. « C'est pourquoi nous essayons surtout de créer de petites structures pour le moment. Mais nous n'avons plus de marge, nous sommes aux limites des capacités. » En cause, surtout : la construction de grandes structures bloquée à Steinfort, Mamer et Junglinster. Des structures qui auraient dû abriter quelque 900 personnes et ouvrir leurs portes à la mi-2016.

À Steinfort, c'est une « Biergerinitiativ » qui a introduit un recours contre le plan d'occupation du sol (POS) présenté par le gouvernement (woxx 1390), avançant la présence d'une espèce rare de chauves-souris sur le site et l'absence d'une « évaluation environnementale stratégique », étude d'impact environnemental approfondie. Le tribunal administratif et la Cour d'appel lui ont donné raison à deux reprises (woxx 1410) et le gouvernement a annulé le POS en ques-

tion. Mais François Bausch n'est pas prêt à baisser les bras : « Le jugement ne nous interdit pas de construire, il nous impose juste des conditions, que nous remplirons. Une évaluation environnementale stratégique est en cours d'élaboration et je pense qu'à la mi-avril, nous aurons réuni tous les éléments nécessaires. »

Le gouvernement et le bourgmestre de Steinfort ayant convenu de diminuer le nombre de places d'une éventuelle structure de 300 à 100, il ne faudrait alors plus que l'accord du conseil communal pour construire. Sans un tel accord, il sera toujours possible de passer par un nouveau plan d'occupation du sol, explique François Bausch... à condition que deux autres jugements à venir lui donnent raison.

Le temps presse

Car à Mamer comme à Junglinster, des habitants ont introduit des recours contre la façon de procéder du gouvernement. Peut-on utiliser la procédure du POS pour construire des structures pour demandeurs de protection internationale ? C'est la question que les deux affaires posent, et des jugements dépendra la future manière de procéder du gouvernement. Si celui-ci obtient raison, la construction des deux structures de 300 places sera débloquée. Dans le cas contraire, il faudra demander une modification ponctuelle du plan d'aménagement général (PAG). « Mais j'ai mes doutes quant aux intentions de la commune de Mamer », déclare François Bausch. Pour lui, de toute façon, « quand un bourgmestre a du courage et est véritablement solidaire, comme ceux de Diekirch, d'Esch ou de Clervaux, ces projets se font ».

Si Bausch a du mal à cacher son agacement, c'est que le temps presse. « Nous avons, en ce moment, 3.100 personnes dans 86 structures », explique le directeur de l'Olai (Office luxembourgeois pour l'accueil et l'in-



Les places se font rares dans les structures existantes, et les nouvelles peinent à voir le jour. Réfugiés dans un village de conteneurs à Berlin.



PHOTO : © EPA

tégration), Yves Piron. « Il reste environ 400 lits, toutes structures confondues, dont 150 dans les structures de premier accueil. » En janvier et en février, 572 personnes seraient arrivées. « En sachant que nous pourrions probablement créer 1.000 lits de plus en une année, le calcul est vite fait », dit Piron.

Une situation qui a des répercussions concrètes sur le travail de terrain que fournissent les organisations qui gèrent les structures d'accueil. Ainsi, Nadine Conrardy, responsable du service migrants et réfugiés de la Croix-Rouge, qui gère 14 structures d'accueil, constate un certain « suspense » dans son travail quotidien en rigolant. « J'y suis habituée, je fais ça depuis 13 ans. Mais c'est vrai qu'il faut s'adapter au jour le jour et qu'une planification à long terme est très compliquée. » Les structures actuellement existantes seraient aux limites de leurs capacités. « Bien sûr, nous trouvons toujours des moyens d'aller au-delà de ces capacités, et au pire nous rajoutons des lits », dit-elle.

Mais la situation génère aussi son lot de tensions. Ainsi, la presse s'est faite l'écho de plusieurs incidents qui ont eu lieu dans des structures au cours des dernières semaines. « Quand il y a beaucoup de personnes au même endroit, des inci-

dents peuvent toujours se produire », explique Conrardy. « Évidemment, moins les conditions sont bonnes, plus la probabilité que de tels incidents se produisent augmente. » Même si pour Yves Piron, d'autres facteurs jouent un rôle aussi : « Le manque de place peut être à l'origine de certaines tensions, mais il y a d'autres raisons », dit le directeur de l'Olai. « Les personnes qui arrivent si massivement en ce moment sont une tout autre population que, par exemple, les réfugiés syriens qui venaient jusque-là. Nous avons affaire à beaucoup de jeunes hommes isolés venant d'Afrique, d'Afrique du Nord plus particulièrement. On assiste surtout à des bagarres entre jeunes hommes », dit-il encore.

Réagir au lieu d'anticiper

Pour Sérgio Ferreira, porte-parole de l'Asti, les tensions sont dues surtout aux frustrations grandissantes chez certains demandeurs d'asile. « Les procédures sont longues, très longues », dit-il. « Au-delà des mauvaises conditions de vie dans certains foyers, cette durée crée des frustrations. En 2015, le 'Lëtzeburger Flüchtlingsrot' a fait appel à l'Olai et à la Direction de l'immigration pour qu'ils engagent plus de personnes. Pour ce

qui est de la dernière, elle vient seulement d'embaucher. » En plus, depuis un certain temps, on ferait passer le message « qu'il y a des bons et des mauvais réfugiés », ce qui, pour Ferreira, en rajoute aux tensions déjà existantes. « On a de la chance qu'il n'y ait pas encore eu d'incident majeur », explique-t-il. Pour lui, le gouvernement est « plus dans la réaction que dans l'anticipation ». Même s'il reconnaît qu'un « bon travail » a été fourni pour ce qui est de l'accueil d'urgence. « Mais on aurait pu mieux anticiper : on savait, depuis les printemps arabes en 2011, qu'un afflux allait se produire. »

Aujourd'hui, l'afflux perdure. Hormis les blocages concernant la construction de nouvelles structures au niveau communal, deux facteurs jouent un rôle important dans la surpopulation grandissante au sein des foyers : la présence d'environ 400 personnes qui tombent sous la coupe des règlements Dublin III - le pays européen où ils ont été enregistrés en premier est un autre que le Luxembourg et leur demande d'asile doit être traitée dans ce pays -, et celle d'environ 800 personnes auxquelles le statut a déjà été accordé, mais qui ne trouvent pas de logement et ne peuvent donc pas quitter les structures d'accueil.

Quelles sont les perspectives pour les prochains mois ? Selon nos informations, le gouvernement étudierait toutes sortes de pistes. Le Haut-Commissariat à la protection nationale a été chargé d'élaborer des scénarios possibles, soumis au Conseil de gouvernement. La gestion de la crise des réfugiés serait par ailleurs à l'ordre du jour de chaque Conseil de gouvernement. L'idée avancée par Alex Bodry d'utiliser l'état d'urgence sur base de « crise internationale » pour créer des structures par voie de règlement grand-ducal, idée fortement critiquée, fait partie des pistes discutées. « Il y a une base constitutionnelle pour ça, mais nous n'avons clairement pas l'intention de l'utiliser pour le moment », déclare François Bausch.

Concrètement, dans un premier temps, l'idée serait d'utiliser des entrepôts dans des zones d'activités, même si l'accord du ou de la bourgmestre serait nécessaire pour cela. Ensuite, et uniquement dans une situation d'urgence, on pourrait réfléchir à la réquisition des bâtiments utilisés à d'autres fins, comme des halls sportifs. Le plus important étant d'éviter que l'accueil devienne un sujet de controverse dans les campagnes en vue des élections communales. Pourvu qu'il ne soit pas déjà trop tard.